



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

LÉGISLATION FISCALE.

(Direction générale des finances publiques, 1889-1994)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Fiscalité des sociétés.....	7
Fiscalité des opérations de Bourse.....	12
Crédits d'impôts en faveur des entreprises qui développent leur effort de recherche.....	13
Fiscalité de l'alcool.....	13
Fiscalité immobilière et foncière.....	13
Fiscalité de l'audiovisuel et de la presse.....	14
Intéressement et participation.....	15
Fiscalité des clubs sportifs et des associations.....	15
Sociétés ecclésiastiques.....	15
Marché d'intérêt national de Rungis.....	15
Groupements d'intérêt économique (GIE).....	16
Petites et moyennes entreprises (PME) et petite et moyenne industrie (PMI).....	16
Sociétés civiles.....	16
Communauté Économique Européenne (CEE).....	16
Textes, travaux préparatoires et application des articles du Code Général des Impôts (CGI).....	17
Autres sujets de législation fiscale.....	21

Référence

B-0070410/1 - B-0070453/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Législation fiscale.

Dates extrêmes

1889-1994

Noms des principaux producteurs

Direction générale des finances publiques

Importance matérielle

44 boîtes, soit 5,28 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement.

Historique du producteur

L'enregistrement est réorganisé en régie (décret des 9-15 mai 1791, décret des 18-27 mai 1791), puis érigé en direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre (arrêté du 20 septembre 1801). De 1817 à 1878, cette direction reçoit les attributions de l'administration des forêts. En 1848, elle est remplacée par une simple direction, puis rétablie comme direction générale en 1851. Elle est constituée d'une direction générale au niveau de l'administration du ministère des finances, et de services extérieurs à l'échelon départemental. L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant

4/42 B-00Service des archives économiques et financières plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en 1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières, Contentieux), enfin à trois en 1998 (Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF est placée sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédures. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

Évaluation, tris et éliminations

Élimination des doublons.

Mode de classement

Ces archives ont été classées de manière thématique.

Présentation du contenu

Ce fonds est constitué d'archives relatives à la législation fiscale, principalement entre les années 1950 et 1980. Il contient essentiellement des notes et de la correspondance sur la situation et le régime fiscal de certains secteurs (en particulier sur la fiscalité des sociétés), ainsi que des travaux préparatoires à des textes législatifs ou réglementaires.

Indexation

Fiscalité

Impôt sur les sociétés

B-0070410/1, B-0070411/2 - B-0070412/1, B-0070414/1 – B-0070418/1, B-0070421/- B-0070421/2/1, B-0070424/1 - B-0070424/2, B-0070431/1, B-0070433/1, B-0070437/2 – B-0070439/1, B-0070448/1 - B-0070448/3, B-0070450/1 - B-0070450/4

Fiscalité des sociétés.

1889-1994

B-0070412/1

Impôt sur les sociétés, demandes de solution : documentation, notes, correspondance.

1965-1982

B-0070411/2, B-0070414/1 – B-0070418/1, B-0070431/1, B-0070448/1 - B-0070448/2

Secteur des assurances.

1889-1994

B-0070411/2

Indemnisation des Français d'Outre-mer. - Taxe spéciale sur les conventions d'assurances, conversion de l'indemnité en rente viagère : notes.

1974-1975

B-0070414/1

Taxe sur les conventions d'assurances. - Projet de loi sur les taxes sur les conventions d'assurances des assurances maladie-maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, loi du n°66-509 du 12 juillet 1966, : notes (1966-1969). Aménagement des régimes spéciaux : note -1968) ; modification de l'article 8 II de la loi de finances pour 1970 : notes, bulletin officiel de la direction générale des impôts (BODGI) (1970). Modification de l'article 19 du décret du 29 août 1969 : note (1972). Projet de loi tendant à instituer un fonds spécial des calamités agricoles des départements d'Outre -mer : notes, courriers, texte (1965-1972). Article 12 de la loi de finances pour 1973 : notes (1972-1975).

1965-1975

B-0070414/2

Régime fiscal, demandes de solutions. - La Caennaise (1889-1944), l'Union (1903-1964), Société de défense et de gestion des industriels, commerçants et agriculteurs (1946), Mutuelle générale Française (1889-1954), Fédération Française des assurances (1955-1957), la Défense automobile et sportive (DAS) (1921-1939), assurances à forme mutuelle (1965-1974), Conseil supérieur de la mutualité (1963), Entraide des missions et des instituts (1962-1971), Syndicat national des industriels et négociants en déchet de coton, fibres artificielles et synthétiques (1973) : notes, correspondance.

1889-1974

B-0070415/1

Conventions d'assurance, taxe unique. - Caisse nationale de prévoyance (1965-1974) ; institutions de prévoyance (1956-1967) : notes, courriers.

1956-1974

B-0070416/1 - B-0070416/2

Mutuelles agricoles.

1927-1969

B-0070416/1

Taxe unique sur les assurances. Demandes de solution ; projets de loi : notes, correspondance.

1948-1969

B-0070416/2

Loi du 4 juillet 1900, définition des risques agricoles (1935-1953) ; mesures de régularisations des infractions (1929-1949) ; projet de statut des mutuelles (1943-1949) ; demandes d'abrogation ou de restriction des immunités (1927-1932) ;

demandes de solution (1928-1951) ; extension aux retraités des professions agricoles du bénéfice des assurances mutuelles agricoles (1954-1965) ; mesures de régularisation des infractions (1929-1949) : courrier, notes.

1927-1953

B-0070417/1

Pools de compagnies d'assurances maritimes, régime fiscal. - Statuts de sociétés d'assurances : documentation (1959-1962) ; affaires des sociétés : brochures, notes (1959-1968).

1959-1968

B-0070417/2

Taxe unique sur les conventions d'assurances, demandes de solution. - Contrats souscrits auprès des sociétés françaises d'assurances par les membres des forces françaises en Allemagne (1954-1965) ; contrats d'assurance-incendie (1963-1965) ; société d'intérêt collectif agricole (1967) ; contrats d'assurances-vie garanties complémentaires en cas d'accidents (1962-1965) ; sociétés exerçant leur activité à la fois en France et en Algérie (1963), prototype Jaguar coproduction franco-britannique (1968-1969) ; réglementation des sociétés ou caisses d'assurances et de réassurances agricoles (1963) ; contrats d'assurances accidents garantissant les véhicules immatriculés TT et IT (1961-1971), primes libellées en devises (1972) ; contrat souscrit au nom de la Société Française du tunnel sous la manche (1965-1974), régime applicable aux contrats souscrits par les agents diplomatiques et fonctionnaires assimilés (1975) ; intervention de l'Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés (ARRCO) (1956-1968) ; fédération des sociétés d'assurances (1970-1976) ; assurances groupes (1960-1983) : notes, correspondance, texte, instructions.

1968-1983

B-0070418/1

Assurances, demandes de solution : notes, correspondance, textes, documentation.

1959-1987

B-0070431/1

Mutuelles, demandes de solution. - Régime fiscal du crédit maritime mutuel : documentation (1969-1977) ; sociétés d'assurance à forme mutuelle: courrier (1969) ; situation fiscale de la mutuelle des commerçants et industriels de France (MACIF) : rapports, notes, courriers (1973-1979) ; situation fiscale de la Garantie mutuelle des fonctionnaires: notes, courriers, documentation (1973-1980) ; compagnies d'assurance, taxes sur les conventions d'assurances (1956-1973) ; projet de décret fixant les modalités de constitution des provisions pour risques afférents aux opérations d'assurance à caractère cyclique: texte, notes (1974-1975) ; projet d'instruction sur les provisions constituées pour risques afférents à certaines opérations d'assurance et de réassurances (article 2 de la loi n°74-1114 du 27 décembre 1974: notes, rapport) (1973-1974) ; projet d'arrêté modifiant la constitution et le fonctionnement de la réserve de capitalisation: notes, rapport (1975) ; situation fiscale des sociétés de défense et recours: notes (1978-1980) ; régime fiscal des provisions constituées par la caisse centrale de réassurance à raison de ses opérations d'assurance et de réassurance des risques résultant de faits exceptionnels: notes, courriers (1978-1980) ; modalités d'amortissement spécifiques aux compagnies d'assurances : notes, courriers, projet de décret (1970-1979).

1969-1980

B-0070441/1

Rentes viagères, demande de solution : documentation, projet de texte (1972-1990) : notes, courriers, amendements au projet de loi 6082, décret n° 72-1116 du 8 décembre 1972, instruction 7 I-2-73 du 29 décembre 1972.

1972-1990

B-0070448/1

Assurances maritimes, demandes de solution : correspondance, notes.

1934-1959

B-0070448/2

Taxe sur les conventions d'assurance. - Documentation : notes (1949-1971). Travaux préparatoires aux lois de finances (1953 ; 1976) : notes. Demandes de solution (1928-1969 ; 1994) : correspondance, documentation, notes.

1928-1994

B-0070411/3, B-0070441/3

Véhicules de société.

1968-1984

B-0070411/3

Situation des sociétés de fait (1968-1974) ; indemnité kilométrique (1975) ; établissements publics industriels et commerciaux (1975) ; coopératives d'élevage et d'insémination artificielle (1975) ; prêt à des particuliers (1976-1977) ; utilisation à titre personnel pendant les fins de semaines et les vacances (1976) ; visiteurs médicaux (1975-1977) ; véhicules de courtoisie (1975-1980) ; sociétés pratiquant la location de voitures (1974-1975) : notes, correspondance ; associations professionnelles d'avocats, jurisprudence : arrêt de la cour de cassation (1983-1984).

1968-1984

B-0070441/3

Demande d'exonération en faveur des médecins exerçant leurs activités au sein de sociétés civiles professionnelles (1979) : fiches, correspondance ; sociétés de fait (1976-1982) : correspondance, notes, situation des sociétés civiles professionnelles et associations d'avocats (1982) : correspondance, notes ; projet d'instruction (1982) : notes ; situation des ports autonomes (1975-1982) : notes, correspondance ; société d'économie mixte sportive de Lille Olympique sporting club (LOSC) (1981) : correspondance ; caisse mutuelle de dépôts et de prêt (1983) : correspondance documentation ; situation de la Régie départementale des transports du Jura (1979-1983) : correspondance, notes ; établissements publics d'aménagement des villes nouvelles (1979) : correspondance.

1975-1983

B-0070424/1

Aviation et crédit-bail. - Vente d'airbus à Korean Airlines, agrément d'un groupement d'intérêt économique (GIE) : notes, courriers (1975) ; agrément d'un GIE monté par le crédit lyonnais et chargé de financer l'acquisition par Air-France de trois avions Airbus : courrier, notes, contrat enregistré par le tribunal de commerce (1974) ; crédit-bail d'avions pour la part étrangère des matériels : notes (1974) ; régime fiscal d'un GIE, avion de transport régional (SNIAS) : notes (1981-1984) ; régime agrément d'un contrat de crédit-bail mobilier destiné à financer l'acquisition par Air-France de cinq Boeing 727 : notes, courriers (1975-1980) ; agrément d'un contrat de crédit-bail mobilier destiné à financer l'acquisition par Air-France de Boeing 737 : notes, courriers (1982).

1974-1984

B-0070410/1, B-0070439/1

Métallurgie.

1969-1988

B-0070410/1

Situation fiscale, demandes de solution. - Groupement d'importation et de répartition des métaux (GIRM) (1972-1984), unions commerciales (1977-1980 ; 1988), l'Institut supérieur de gestion au regard des dispositions de l'article 238 bis du CGI (1979-1980), société SOFARIS (1981-1986) : notes, courriers, documentation.

1972-1988

B-0070439/1

Programme de développement de l'industrie des métaux non ferreux, travaux du groupe de travail (1969) : notes, rapports ; projet de décret fixant les modalités d'application de l'article 3 de la loi n°71-1025 du 24 décembre 1971 relatif à la provisions pour reconstruction des gisements de minéraux solides (1971-1972) : notes ; projet d'instruction, provisions pour reconstruction des gisements de substances minérales solides (1972) : notes ; demande de solution, (1969-1982) : notes, courriers, documentation.

1969-1982

B-0070421/- B-0070421/2/1, B-0070433/1, B-0070437/2 – B-0070438/2, B-0070448/3, B-0070450/1 - B-0070450/4

Secteur agricole.

1930-1983

B-0070421/1

Sociétés mixtes d'intérêt agricole (SMIA), article 206.1 du CGI, régime fiscale des SMIA (1969) ; sort des subventions accordées dans le cadre de l'article 15 de l'ordonnance du 26 septembre 1967 (1969) ; application de l'impôt sur les sociétés à certains avantages accordés aux groupements de producteurs (1976) ; projet de décret portant application de la loi n°78-763 du 19 juillet 1978 relative au statut des sociétés coopératives ouvrières de producteurs (SCOP) (1978-1979) ; situation fiscale de la SICA "Habitat rural Ornais " (1980-1981) ; régime fiscal des SCOP (1981-1982) ; transformation d'une société en une SCOP (1978-1982).

1969-1982

B-0070421/2

Coopératives de consommation. - Article 214.1 du CGI, distribution des bonis et ristournes aux sociétaires. Documentation (1974-1981). Demandes de solution (1971-1982).

1971-1982

B-0070433/1

Régime fiscal des coopératives agricoles au regard de l'impôt sur les sociétés, demandes de solution : notes, courriers, documentation.

1961-1982

B-0070437/2

Élevage des animaux. - Régime fiscal retiré de la carrière de reproduction de Sea Bird II (1971) : notes, courriers, contrat. Situation des agriculteurs qui ont signé des contrats d'élevage (1973-1974) : notes, courriers, exemple de convention. Nature des revenus perçus par les personnes qui chargent une société d'acheter, d'élever et de revendre pour leurs comptes des bovins (1979-1981) : notes, documentation.

1973-1981

B-0070438/1

Distorsion de concurrence entre les entreprises du secteur agro-alimentaire (1982-1983) : note, instruction 4H-9-82 du 19 juillet 1982. Définition des risques agricoles, article 20 de la loi n°53-633 du 25 juillet 1953 et projet de loi n°1935 (1952-1959) : courriers, notes, projets d'amendements.

1952-1983

B-0070437/3, B-0070438/2 - B-0070738/2

Coopératives agricoles, demandes de solution.

1930-1983

B-0070437/3

Statut juridique, perte du régime d'exonération, union nationale des coopératives agricoles de céréales (1967) : courriers, notes. Retrait d'agrément de la coopérative agricole occitane (SACO) à Lavaux (1977-1981) : notes, courriers. Société coopérative groupement laitier du Perche (1977) : notes, rapport. Conséquences fiscales de la dissolution d'une coopérative agricole (1977) : note, arrêté interministériel autorisant la répartition d'une partie de l'excédent d'actif net de la distillerie de Mormant (1977). Intervention des coopératives agricole sur les marchés à terme (1978) : notes, rapport, courriers.

1967-1978

B-0070438/2

Régime fiscal des opérations de prestations de services que les coopératives agricoles sont autorisées à effectuer avec les sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA) (1965) : notes, courriers. Incidence fiscale des opérations immobilières envisagées par la société coopérative agricole d'Antibes (1964-1965) : notes, extrait du BOCD. Situation fiscale de l'union coopérative agricole beurrière (UCAB) à Vesoul (1982-1983).

1965-1983

B-0070448/3

Maintien du statut juridique et fiscal suite à l'admission comme usagers de producteurs non sociétaires (loi n°46 du 3 août 1943) ; autorisation temporaire d'employer des blés exotiques sans perdre le bénéfice des immunités fiscales attachées à leur qualité de coopératives agricoles : notes.

1930-1956

B-0070450/1

Régime fiscal au regard de l'impôt sur les sociétés, rapport de l'Inspection générale des finances sur la situation fiscale des sociétés coopératives "Union laitières Normande et Elle et Vire (1970-1972). Régime fiscale d'une société de participation créée entre les coopératives de l'ULN et de Fromançais au regard de l'IS et de l'investissement de 1% de la construction (1969-1972). Transferts de bénéfices entre les sociétés coopératives agricoles et leurs filiales commerciales (1972). Extension aux agriculteurs de la provision pour risques afférents aux crédits à moyen terme résultant de ventes effectuées à l'étranger (1974). GIE créé entre l'ULN et Préval-SA pour de nouvelles opérations d'échange de lait envisagés afin de réduire les frais de transport (1970-1978), régime fiscal des coopératives conchylicoles (1960-1980). Demande relative à la possibilité pour une SICA de bénéficier des dispositions de l'article 44 ter du CGI (1981-1983). Situation fiscale de la coopérative agricole " Beaumarchais " à Béthune (1979-1981). Situation fiscale des sociétés coopératives agricoles (1978-1981). Problèmes fiscaux des coopératives relatifs à l'impôt sur les sociétés (1978) : notes, courriers, documentation. Documentation (1959-1978) : notes, textes.

1968-1982

B-0070450/2

Exonération fiscale, projet de fiscalisation des caisses du Crédit Mutuel non agricole et de Crédit agricole dit libre (1972-1978) : documentation. Exposé des motifs et rédaction des articles (1977-1979) : notes, article de presse.

1972-1979

B-0070750/3

Salaire du conjoint de l'exploitant, projet d'instruction 4 F-2-83 du 18 mars 1983 : notes, texte, documentation.

1979-1983

B-0070750/4

Questions soulevées par la vérification fiscale des coopératives agricoles de céréales (1977-1979) : notes de travail, rapports de vérifications. Difficultés d'application du régime des plus-values nettes à long terme aux redevances de concession de certificat d'obtention végétale (1977) : notes, courriers. Situation fiscale d'organismes agricoles (1977-1983) : notes, documentation.

1977-1983

B-0070424/2

Sociétés anonymes à responsabilité limitée (SARL). - Conséquences fiscales de la perte d'un droit d'usage qu'une SARL a acquis de l'un de ses associés minoritaires (1979-1980) ; SARL constituée entre un adoptant et un adopté simple, enfant issu du premier mariage du conjoint de l'adoptant (1982-1983) ; participation d'une société de développement régional au capital d'une SARL à caractère familial (1982) ; régime fiscal des rémunérations perçues par les gérants non associés des SARL à caractère familial (1982) ; décret fixant les conditions d'application de l'article 52 de la loi de finances pour 1981 (1980-1981) ; instruction d'application sur les SARL de famille optant pour le régime fiscal des sociétés de personne (1980-1983) ; projet d'article pour la loi de finances de 1981 sur l'option des SARL de famille pour le régime fiscal des sociétés de personne (1979-1981) : notes, correspondance, documentation.

1979-1982

B-0070411/1, B-0070418/2, B-0070428/3, B-0070434/1, B-0070438/3

Fiscalité des opérations de Bourse.

1893-1986

B-0070411/1

Règlement d'administration publique du 20 mai 1893, préparation, texte et modification : notes.

1893-1972

B-0070418/2

Documentation : notes, courriers (1932-1956), affaires concernant les bourses (1947-1982).

1932-1982

B-0070428/3

Distribution d'actions gratuites. - Documentation : circulaires, instruction, articles de presse, notes, codification des textes législatifs relatifs à la participation (1968-1986). Travaux préparatoires : notes, rapport (1978-1980). Projet de loi n°663 : texte (1980).

1968-1986

B-0070434/1

Actionnariat. - Projet de loi, travaux préparatoires (1978) ; réunion de Matignon du 18 septembre 1978 ; réunions de travail (octobre 1978). Demandes de solution, plans d'achat d'actions (1970-1981) ; mesures proposées par le ministère du Travail visant à favoriser l'actionnariat (1977) ; maintien d'un plan d'action au profit des salariés d'une société bénéficiaire d'un APA (1977) ; régime fiscal de la compensation financière perçue par les sociétés mères auprès de leurs filiales en contrepartie de la distribution gratuite d'actions aux salariés des filiales (1981) ; régime des actions attribuées aux salariés d'un établissement situé à l'étranger (1982) ; conséquences de l'échange des titres des sociétés nationalisées (1982-1983) : notes, courriers.

1970-1983

B-0070438/3

Sociétés d'économie mixte d'aménagement. - Régime fiscal des produits financiers résultant des placements à court terme des excédents de trésorerie des établissements publics et sociétés concessionnaires visés à l'article L 321-1 premier alinéa du code de l'urbanisme : courriers, notes, note autographiée du 12 mai 1983.

1982-1983

B-0070451/1 – B-0070452/1

Crédits d'impôts en faveur des entreprises qui développent leur effort de recherche.

1970-1985

B-0070451/1

Travaux préparatoires : notes, documentation.

1981-1982

B-0070451/2

Demandes de solution : notes, documentation.

1970-1985

B-0070452/1

Article 67 de la loi de finances pour 1983, travaux préparatoires (1982-1983). Codification (1983). Procédure parlementaire (1982-1983). Réunions avec le ministre de la Recherche (janvier-mars 1983). Évaluation de la dépense fiscale (1983). Préparation d'un projet d'instruction et d'un projet de décret (1979-1973). Projet d'imprimé (1983) : notes, documentation.

1979-1983

B-0070422/2 - B-0070422/3

Fiscalité de l'alcool.

1964-1981

B-0070422/2

Débets de boissons, dépenses de publicité interdites par le code des débits de boissons (1970-1971) : notes, application des dispositions de l'article 41 bis du code des impôts lors de l'expropriation d'un débit de boissons (1980) : notes. Service des alcools, situation au regard de l'impôt sur les sociétés (1973-1975) : notes, rapport. Organisation et fonctionnement du service des alcools (1978-1981) : notes, référé de la Cour des comptes.

1970-1981

B-0070422/3

Situation de producteurs de Cognac. - Provision pour renouvellement de stocks : notes, courriers (1967-1981) ; impôt sur les sociétés, situation de la SICA Union des viticulteurs producteurs de Cognac : notes, rapport, règlement intérieur (1964-1981).

1964-1981

B-0070422/1, B-0070424/3, B-0070427/2 – B-0070428/1, B-0070432/1

Fiscalité immobilière et foncière.

1961-1986

B-0070422/1

Société immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI), société Sicofram (1970-1975) : notes ; projet de création par la Société Banque Nationale pour l'Expansion du crédit-bail " Natiobail " et " Nationcrédibail " (1969-1986) : statuts, notes, correspondance, arrêté.

1969-1986

B-0070424/3

Société d'aménagement foncier et établissement rural (SAFER). - Projet de loi (1966-1967) : notes ; projets d'ordonnances (1967-1968) : notes, projet de décret ; situation au regard de l'impôt sur les sociétés (1961-1972) : notes, courriers.

1961-1972

B-0070427/2

Sociétés anonymes immobilières, situation fiscale : correspondance.

1970-1971

B-0070428/1

Loueurs en meublés. - Documentation (1965-1979) ; demandes de solution (1978-1983) ; décision ministérielle du 3 août 1971 (1970-1972) ; loueurs en meublés non professionnels, note au BODGI (1978) : notes, instructions.

1965-1978

B-0070432/1

Dissolution de sociétés anonymes d'exploitation immobilière et dévolution de leur actif prévue par l'article 4 de la loi n°69-717 du 8 juillet 1969 complété par l'article 12 de la loi n°69-1160 du 24 décembre 1969, demandes de solution. - SARL Mon service fiscal et juridique ; SA d'exploitation immobilière du 15e arrondissement ; société immobilière de l'Avenue Parmentier, SA le Prieuré saint Thomas d'Epéron ; Société civile immobilière de la Caste, Société immobilière Saint Vincent de Paul ; Société Sainte Marie ; Œuvres catholiques du Haut Belleville ; Union départementale des associations d'éducation populaire du Puy-de-Dôme ; société immobilière de Sainte Anne, société civile immobilière de Charvonnex ; SA immobilière l'Anicienne, congrégation des filles de Jésus de Kermarai ; société immobilière des Anguisses, société civile de biens immobiliers ; société civile Bonado-Barbanegre ; société immobilière nantaise ; société immobilière du Vaucluse ; société civile immobilière d'Ozoir ; société immobilière de la rue Jubelines : courriers, arrêtés, notes, relevé de renseignements d'ordre cadastral ; société anonyme d'immeubles propres à l'éducation et à la récréation de la jeunesse (SIPERJ) ; société anonyme de Leigneux ; Association diocésaine de Paris ; société civile de Sainte-barbe : notes.

1970-1971

B-0070427/3, B-0070446/1

Fiscalité de l'audiovisuel et de la presse.

1967-1984

B-0070427/3

Problème posé par le financement des programmes télévisés amortissables (1975-1977) : notes, rapport ; notification des résultats de la redevance pour 1977 (1976-1978) : notes ; situation fiscale de l'ORTF et des sociétés nouvelles issues de la dissolution de cet organisme (1976-1983) : notes, comptes rendus ; arrêtés ; taxe parafiscale alimentant un fonds d'aide aux radios locales privées (1982) : note.

1975-1983

B-0070446/1

Application du régime fiscal des quotidiens et assimilés au sens de l'article 39 bis du CGI (1976-1978) : notes. Régime fiscal des rémunérations perçues par des photographes collaborant à des journaux de mode (1969-1982) : notes, instructions, documentation administrative. Régime fiscal des entreprises de presse, provisions spéciales prévues à l'article 39 bis 1 du CGI (1967-1973) : notes, documentation. Actualisation de l'accord de 1942 signé avec les professionnels de l'édition sur l'évaluation des stocks (1980-1981) : note au BODGI. Projet d'instruction concernant l'article 14 II de la loi de finances pour 1979, extension aux représentations théâtrales à caractères pornographiques du régime spécifique institué en 1976 pour les films pornographiques (1975-1979). Plainte enregistrée par la commission des Communautés Européennes à Bruxelles au sujet du régime fiscal des entreprises de presse (1981-1984) : notes. Projet de note au BODGI concernant les périodiques de province

assimilés à des quotidiens pour l'application de l'article 39 bis critère relatif au prix de vente (1981-1982) : notes, texte.

1967-1984

B-0070430/2 - B-0070430/3

Intéressement et participation.

1971-1983

B-0070430/2

Participation : notes, courriers.

1971-1983

B-0070430/3

Intéressement, demandes de solution. - Non déductibilité des sommes versées sous forme d'actions de la société (1980) ; fusion entre deux sociétés de capitaux (1980-1981) ; régime fiscal des apports partiels d'actifs (1981-1982) ; exercice d'imputation des participations versées aux salariés en application des dispositions de l'article L 441-10 du code du travail ; proposition de loi n°149 tendant à prévoir l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (1980-1981) ; cas de déblocage des droits en cas de naissance (1982) ; plans d'épargne entreprises (1982) : notes, courriers, documentation.

1980-1982

B-0070418/3, B-0070423/1

Fiscalité des clubs sportifs et des associations.

1946-1985

B-0070418/3

Organisme de gestion du Parc des Princes, émanation des fédérations françaises de football et de rugby : notes, correspondance (1972-1983) ; régime applicable aux clubs sportifs : notes, correspondance (1975-1985).

1972-1985

B-0070423/1

Associations. - Documentation : articles de presse, instructions, rapports (1946-1982). Avant-projet de loi sur la promotion de la vie associative : fiches, notes (1982). Projet de loi de finances pour 1983, assouplissement de la fiscalité des placements perçus par les fondations : articles de presse, notes, documentation (1972-1982). Demandes de solution : notes (1974-1982).

1946-1982

B-0070436/2

Sociétés ecclésiastiques. - Prorogation du délai prévu à l'article 4 de la loi du 8 juillet 1969, projet de texte (1970-1972) : notes, courriers, instruction 4 H-9-70 du 13 avril 1970 . Proposition tendant à confier la signature des arrêtés interministériels au directeur régional chargé de la direction nationale de l'intervention domaniale (DNIA) (1972) : notes, courriers. Transformation des sociétés ecclésiastiques en associations déclarées (1972) : liste. Projet d'amendement à la loi de finances de 1973 (1972) : texte. Projets de note au BODGI (1969-1972). Textes (1971-1980) : notes, courriers.

1970-1980

B-0070442/1

Marché d'intérêt national de Rungis. - Régime fiscale applicable aux plus-values réalisées à l'occasion du transfert des Halles centrales de Paris à Rungis (1962-1972) ; droit de première accession exigé des commerçants qui ont transféré leur exploitation à Rungis (1969) ; déduction de la TVA ayant grevé le coût des équipements individuels imposés à la société Établissements Legendre lors de son transfert à Rungis (1969-1980) ; régime fiscal des cotisations versées par les grossistes membres du GIE au fonds de restructuration (1978) ; problèmes fiscaux posés par le restructuration du marché de fruits et légumes de

MIN de Rungis (1978-1979), régime fiscal des sommes versées lors de la cession du droit de première accession (1977-1978), transfert des abattoirs de Lyon-la-Mouche à Corbas (1968-1978), régime fiscal applicable aux plus-values réalisées à l'occasion du transfert du secteur de la viande à Rungis (1977), régime fiscal du DPA acquitté par les grossistes exerçant leur activité sur le MIN de Rungis, des installations immobilières réalisées par les intéressés sur le domaine public et des indemnités versées par la SEMMARIS (1969-1976) : notes, courriers, rapport.

1972-1979

B-0070730/1

Groupements d'intérêt économique (GIE). - Incidence de la TVA : note (1968) ; régime fiscal : notes, courriers (1955-1971) ; financement par crédit-bail : notes, courriers (1973-1974) ; modifications intervenues dans la composition du GIE Aérobail : notes, courriers (1973-1975) ; maintien de l'exonération de impôt sur les sociétés : notes, courriers (1971-1976) ; agrément d'un GIE destiné à financer une opération de crédit-bail portant sur des Airbus : notes, courriers (1974) ; détermination de l'assiette de la taxe de 15 % applicable à la transformation d'une société anonyme et GIE : documentation, notes (1970-1975) ; évaluation d'une dette en monnaies étrangères contractées par le GIE Airlair-Kal : notes, projet, courriers (1976-1979) ; conséquence de la transformation d'un GIE en société anonyme : notes (1979-1981) ; conditions d'application des articles 44 bis et 44 ter du code général des impôts (détenion indirecte des droits de vote) : notes(1981) ; application de la loi du 24 octobre 1980 au GIE : notes, courriers (1970-1983) ; produits de la propriété industrielle perçues par un groupement d'intérêt économique : notes, courriers (1982-1983) ; amortissement par un GIE : notes, courriers (1982-1984).

1955-1984

B-0070426/1

Petites et moyennes entreprises (PME) et petite et moyenne industrie (PMI). - Régime en vigueur aux États-Unis pour les aides fiscales aux exportations et aux investissements (1979) ; rapport sur le cautionnement mutuel et le financement des entreprises (1979) ; études du CNPF sur les abandons de créances (1982) ; situation du crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises au regard de la provision forfaitaire pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et à long terme (1981) ; définition de l'année de création d'une PME (1979-1980) ; situation de la société Editions du Monde au regard du régime d'exonération prévu en faveur des PMI nouvelles (1981-1983), reprise d'un établissement en difficulté (1982-1983) ; abattement du tiers sur les bénéfices des PMI nouvelles (1979) ; proposition de déduction de la participation (1979) ; exonération (1978) : notes.

1979-1983

B-0070427/1

Sociétés civiles. - Questions écrites : notes, documentation (1978-1982) ; sociétés civiles professionnelles (1968-1982) ; sociétés civiles agricoles : notes, documentation, instructions (1962-1982).

1962-1982

B-0070411/4, B-0070421/3

Communauté Économique Européenne (CEE).

1967-1988

B-0070411/4

Impôts indirects sur les transactions sur titres, réunions du groupe de travail VI chargé de l'harmonisation de l'impôt frappant les opérations de bourse : comptes rendus, notes (1969-1976). Comparaison de la charge de l'impôt avec les pays étrangers : notes (1969-1988). Comité des affaires fiscales de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : notes, questionnaire, rapport sur les impôts frappant l'émission et la négociation des valeurs mobilières (1970-1972).

1969-1988

B-0070421/3

Déductibilité des bases de l'impôt sur les bénéficiaires des amendes infligées par la Commission de la Communauté économique européenne (1967 ; 1973-1974) ; déductibilité des bases de l'impôt d'une amende douanière transactionnelle et d'intérêts moratoires pour infraction (1975-1976) ; régime fiscal des acquisitions de linge et de vêtements de travail pour les entreprises de location (1973-1980) ; comptabilité et évaluation des jeux automatiques (1967 ; 1980) : notes, correspondance.

1967-1982

B-0070419/1 – B-0070420/1, B-0070425/1, B-0070435/1, B-0070437/1, B-0070440/1 – B-0070440/3, B-0070443/1, B-0070444/2, B-0070445/1, B-0070449/3, B-0070453/1

Textes, travaux préparatoires et application des articles du Code Général des Impôts (CGI).

1965-1992

B-0070419/1

Fusion de sociétés, régime fiscal : projets, notes, relectures, projet d'amendement, textes des interventions du colloque du 14 juin 1991 sur la fiscalité des fusions de sociétés dans la CEE, documents de travail du groupe des 6 (six) des 29 et 30 janvier 1990.

1987-1992

B-0070420/1

Article 38 du CGI, demandes de solution. - Opérations réalisées par l'institut de développement industriel (IDI) (1975-1976), animaux appartenant à une société passible de l'IS ayant une classification en immobilisations ou en stocks (1977-1981), incidence de la restructuration du groupe Hermès aux Etats-Unis (1979), régime fiscal applicable à la cession du droit d'exploitation (droit d'extraction) d'une carrière (1965-1981), conséquences fiscales du schéma de financement envisagé par le Crédit Lyonnais en vue du financement d'opérations de locations de matériels (1979-1981), indivisions successorales ou post-conjugales (1980-1981), projet d'analyse de l'arrêt du Conseil d'Etat du 13 mars 1981 (1974-1981), rapport de la Cour des comptes sur le mode de comptabilisation des commissions perçues par l'Office français du matériel aéronautique (OFEMA) (1982) : notes, courriers ; proposition de loi relative aux clauses de réserve de propriété n°407 du 13 juin 1978 (loi n°80-335 du 18 mai 1980, JO du 13 mai 1980 p.1202), travaux préparatoires : notes, documentation (1979-1981).

1965-1982

B-0070425/1

Aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer. - Préparation de la loi de finances pour 1980 : notes, documentation, rapport (1978-1980) ; application de l'article 79 III de la loi de finances pour 1980 : notes, décret, documentation (1980) ; projet d'instruction : notes, instruction 4 A-10-82 (1980-1982) ; documentation : article de presse, extraits du journal officiel de la République Française (1978-1981) ; demandes de solution : notes, courriers (1980-1981).

1978-1981

B-0070435/1

Article 151 du code général des impôts, évolution de la doctrine administrative et de la jurisprudence d'État relative aux immeubles bâtis et non bâtis affectés à l'action professionnelle des redevables imposés selon le régime du forfait : notes, documentation (1973-1982) ; instruction d'application de l'article 6-II de la loi de finances rectificative du 22 décembre 1979 : notes (1982) ; exercice d'une activité professionnelle dans le cadre d'une société de personnes ou d'une société civile : note (1983) ; instruction d'application sur l'apport en société d'une entreprise individuelle (art. 12 de la loi de finance de 1982), travaux préparatoires : notes, instructions (1980-1983).

1973-1983

B-0070437/1

Avant-projet de loi tendant à favoriser l'intéressement des travailleurs à l'entreprise (1959-1962) : notes, texte n°1691 du projet. Travaux du groupe de travail chargé d'étudier l'aménagement des compétences et du régime fiscal du crédit agricole mutuel (1970) : rapport. Arrêt Chiron du 31 octobre 1973 (1974) : notes. Projet de note au BODGI sur le régime fiscal des dépenses afférentes à des travaux de remise en état des sols de carrières après exploitation (1977-1979) : note, courrier, texte. Projet d'instruction et de note sur la possibilité par les sociétés de moduler la déduction de leurs déficits afin d'augmenter le montant des bénéfices distribuables en franchise de précompte mobilier (1966-1977) : notes, instruction du 24 février 1966, extrait n°27 du BOCD du 28 juin 1967. Projet de loi relatif à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (1978-1979) : rapport du groupe de travail. Journées d'étude sur les redressements fiscaux (1979) : notes. Travaux d'élaboration de l'article 81 de la loi de finance pour 1979 sur l'application des coefficients majorés d'amortissement dépressif aux matériels utilisés dans des opérations agréées permettant des économies d'énergie et projet d'instruction (1976-1981) : notes, courriers, circulaires du 29 septembre 1978 et du 21 décembre 1978, du ministère de l'industrie. Projet de mise à jour de la documentation de base (1981) : notes. Exercice de rattachement des créances acquises par les courtiers d'assurances (1981-1982) : notes. Normalisation du régime de déduction des intérêts des prêts participatifs (1981) : notes. Instruction d'application des dispositions de l'article 17 II de la loi de finances pour 1982 (1981-1982) : notes, instruction 4 C-7-82.

1959-1981

B-0070440/1

Articles 201 à 238 du CGI, transformation d'une société de fait en société de droit (1951-1966 ; 1974-1976) ; groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (1969) ; demande tendant à permettre aux banques populaires de réviser leur bilan en franchise d'impôt sur les sociétés pour revaloriser leurs parts sociales (1973) ; régime fiscal au regard de l'IS de l'établissement public de Basse-Seine, (1973-1975) ; situation du centre national d'études spatiales (CNES) au regard de l'impôt sur les sociétés (1962-1976) ; situation fiscale de la CACOM (1968-1982), régime fiscal du fonds de garantie interbancaire constitué à la Réunion (1981-1982) ; situation du syndicat mixte d'équipement de l'Ardèche au regard de l'impôt sur les sociétés (1972-1981) ; situation des établissements publics d'aménagement des villes nouvelles (1975-1976) ; régimes fiscal applicable aux produits de placements effectués par les SEM d'aménagement, cas de la société SEBLI à Béziers (1969-1977) ; proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux entreprises (1980-1981) ; date à retenir pour le dépôt des déclarations fiscales à la suite d'une liquidation (1980-1982) ; commissions versées à des non résidents par une société française à l'occasion de marchés conclus avec des pays du Moyen Orient (1975-1976) : notes, correspondance.

1951-1982

B-0070440/2

Article 50 du CGI, régime du forfait, demandes de solution. - Appréciation du chiffre d'affaires limite en cas de cession en cours d'année de l'un des magasins du contribuable (1970), situation de l'agent d'assurance qui réalisent des opérations de courtage (1972-1973), situation des courtiers de la Loterie Nationale (1973-1975), dépassement du chiffre d'affaires limite (1974-1976), réduction forfaitaire de certains frais généraux (1975), chiffre d'affaires limite (1976-1977), situation des peintres en automobile (1979-1981), situation des prothésistes dentaires (1979-1980), justification de la différence

entre les limites du forfait ou d'octroi des avantages fiscaux liés à l'adhésion (1980-1981) : notes, documentation.

1970-1981

B-0070440/3

Article 39 du CGI, demandes de solution. - Intérêt moratoires dus par les banques qui s'abstiennent de constituer des réserves obligatoires (1976-1977) ; majoration de la base amortissable des immobilisations acquises ou créées au moyen de certaines primes d'équipement (1961-1995) ; amortissement exceptionnel des immeubles réalisés en vue d'effectuer des opérations de recherche scientifique ou technique (1980-1982) ; régime fiscal d'une prime de développement régional (PDR) transférée par une société mère à une autre société (1980-1981) ; projet de décret modifiant le décret du 5 février 1978 relatif aux modalités de conventionnement des sociétés financières d'innovation (SFI) (1978-1980) ; cas des entreprises acquises en crédit-bail (1982) ; instruction concernant l'amortissement exceptionnel des biens d'équipement (art 71 de la loi de finances pour 1983) (1962 ; 1982-1983) ; investissement de capitaux à risques (1982) : notes, correspondance.

1970-1982

B-0070443/1

Limitation du montant déductible des jetons de présence (article 15 de la loi de finances pour 1976) (1975-1976) ; reconduction et aménagement du régime spécial défini à l'article 39 bis du CGI au profit des entreprises de presse (1977) ; déduction de la taxe professionnelle de 1976 pour la détermination des bénéfices imposables (1976) ; instruction 4 A-6-80 exonération des bénéfices réalisés par les petites ou moyennes entreprises (1967 ; 1978-1980) ; complément à l'instruction du 18 avril 1979 relatif à l'abattement du tiers sur le bénéfice des petites et moyennes entreprises nouvelles (1979-1980) ; relèvement des limites d'application de l'article 39-5 du CGI (1982) ; régime d'imposition de participation revenant aux personnes physiques exerçant leur activité professionnelle dans le cadre de sociétés de personnes ou de sociétés civiles (1980-1983) ; comptabilisation et déduction des intérêts servis sur les bons à intérêts progressifs et capitalisés émis par certains établissements financiers (1981) ; participation détenues dans une société de personnes ou un GIE, détermination de la quote-part des résultats revenant aux membres (article 8 de la loi n°79-1102 du 21 décembre 1979 codifié sous l'article 238 bis du CGI) (1978-1986) ; régime fiscal des plus-values réalisées par les entreprises membres d'un fonds commun de placement à la suite de la cession des valeurs détenues sous le couvert des fonds (instruction 4 B-4-85) (1981-1985) ; régime fiscal applicable aux échanges de titres opérés dans le cadre de la nationalisation (1982-1983) ; modification du champ d'application de l'article 41 du CGI relatif à la transmission à titre gratuit d'entreprises individuelles (article 12-III-1 et 2 de la loi n°80-1094 du 30 décembre 1980) (1980-1982) ; projet d'instruction portant sur les modifications apportées par la loi de finances pour 1982 au régime fiscal des PMI nouvelles et sur certaines solutions administratives (instruction 4 A-4-83) (1983) : notes, documentation.

1967-1983

B-0070444/2

Article 209 du CGI, réserve spéciale, demande de solution. - Affectation à la réserve de garantie des sociétés d'assurances, d'une fraction de la réserve spéciale des plus-values à long terme (1970) ; assimilation du fonds de réserve de la Banque de France à la réserve spéciale des plus-values à long terme (1970-1978) ; constitution par la société absorbante de la réserve spéciale correspondant aux plus-values à long terme réalisées par la société absorbée (1973-1974) ; régime fiscal applicable au regard de l'impôt sur les sociétés aux redevances de concession de procédés techniques perçus par le GIE

Euromissile (1981) ; réserve spéciale des plus-values à long terme doit être constituée en priorité par imputation (1981-1983) ; demande de délai (1981), calcul de la réserve spéciale de participation aux salariés aux fruit de l'expansion dans la cadre du régime du bénéfice consolidé (1980-1982) ; possibilité de mise à la disposition par une filiale à une société mère de la réserve spéciale (1982) ; report des déficit dans le cas de règlement judiciaire (1979-1981) ; bénéfices consolidés, régie nationale des usine Renault (1965 ; 1979-1981) ; projet de modification du décret 1967 (1974-1977) : notes, documentation, correspondance.

1965-1983

B-0070445/1

Circulaire relative à la réserve de capitalisation (1975) ; rectificatif au projet de loi n°1853 tendant à permettre aux salariés agricoles et aux employés d'organismes agricoles de conserver la qualité de sociétaires de caisses d'assurances mutuelles agricoles après leur retraite (1976) ; instruction sur les conséquences fiscales des prêts à taux préférentiel consentis par les employeurs à des membres de leur personnel (1978-1979) ; arrêté d'application de l'article 18 de la loi de finances pour 1978 instituant une provision pour prêt d'installation consentis par les entreprises à leurs salariés (1977-1979) ; article étendant aux banques les dispositions de l'article 39 octies du CGI (1979-1980) ; projet de loi comptable (1980-1982) ; jurisprudence sur l'intangibilité du bilan d'entrée (1973-1980) ; réforme du régime des plus-values dans le cadre de la préparation du VIII^e plan (1980-1981) ; textes d'application des mesure contenues dans la loi de finances pour 1980 et dans le collectif de fin d'année (1980), projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillent dans l'entreprise familiale (1980-1982) ; analyse des arrêts du conseil d'État des 10 et 24 juin sur la détermination de la plus-value ou moins value réalisée ou subie en cas de cession pour un prix global de terrains couverts de constructions (1982) ; préparation de la loi de finances de 1983 (1982) : notes, documentation.

1973-1982

B-0070449/3

Conseil d'État. - Analyse de différentes questions d'ordre fiscal évoquées lors d'une réunion chez le directeur général adjoint des impôts (1971) : lettre ; projet d'analyse d'arrêts, arrêt du 18 juin 1971 n°80.167 (1971), arrêt du 10 juin 1977 n°99.604 (1974-1978), arrêt du 9 avril 1976 n°96508 (1974-1978), arrêt du 27 juillet 1979 par le Conseil d'État (1979-1981) : notes, textes ; réunion du directeur général adjoint et du commissaire du gouvernement à la section contentieux du Conseil d'État, analyse des questions évoquées (1971) : notes.

1971-1978

B-0070453/1

Application de l'article 22 de la loi du 12 juillet 1965, projet de décret (1967) : notes, correspondance, texte. Provision pour risques destinés à faire fasse aux obligations de résultat incombant aux ensembliers industriels (1975-1979) : notes, correspondance. Interventions de l'Inspection générale des finances, thème des enquêtes (1978) : notes, correspondance. Participation, évaluation budgétaire du coût fiscal des mesures concernant l'intéressement et la participation pour 1978 : notes, coût fiscale de la participation (1979) : notes. Provision pour fluctuation des cours (1978-1980) : notes, correspondance. Refonte des instructions relatives à la conservation des archives (1979) : notes, inventaires, textes. Provisions pour créances douteuses (1980-1986), provision pour la sécurité de l'emploi (1981-1983) : notes.

1967-1983

B-0070413/1, B-0070426/2, B-0070429/1 – B-0070429/2, B-0070435/1 – B-0070436/1, B-0070436/3, B-0070441/2, B-0070442/2, B-0070444/1, B-0070446/2 – B-0070447/2, B-0070448/4 – B-0070449/2, B-0070449/4

Autres sujets de législation fiscale.

1955-1989

B-0074013/1

Impôt sur les sociétés, demandes de solution. - Régime fiscal applicable aux particuliers propriétaires de wagons qu'ils apportent en jouissance à des associations en participation (1966), statut fiscal des entreprises de pêche maritime (1966), caisse de péréquation fonctionnant au sein d'une société d'intérêt collectif agricole (SICA) reconnues comme groupements de producteurs (1966), institution d'un contrat d'épargne (1966), opération immobilière réalisée par une société civile dans le cadre d'un bail à construction (1966), extension des bénéficiaires de l'article 39 quinquies A-2 du CGI aux acquéreurs d'actions de sociétés de recherches agréées (1966), situation fiscale de l'établissement public "aménagement de la Défense" (EPAD) (1965-1966), régime fiscal des éleveurs de chiens (1966), répartition entre associés commandités et commanditaires des revenus mobiliers perçus par les sociétés en commandite simple (1961-1967), régime fiscal applicable au ramasseurs de lait (1967), situation dans un groupement d'intérêt économique de production d'un membre étranger auquel les produits fabriqués sont cédés à leur prix de revient (1968), régime fiscal applicable par un comptoir de vente groupant des entreprises industrielles des divers pays du marché commun à ses adhérents (1967), provisions pour frais d'études de recherches ou d'essais (1967), arrêt du 24 mai 1967 (requête n°65-436) relatif à la définition de l'actif immobilier des entreprises (1967), observations du Conseil d'Etat en matière fiscale sur les applications des dispositions de l'article 201 du code général des impôts à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (1968-1969), régime fiscal applicable en cas de distribution de bénéficiaires (1968), régime fiscal applicable aux copropriétaires de navires de pêche lorsqu'il participent pas personnellement à la pêche (1968), régime fiscal des correspondants des grands magasins (1968), imposition des entreprises d'après leur bénéfice mondial ou consolidé (1968), régime fiscal des dépenses de publicité (1968), demande d'approbation des statuts de la société Prétabail SICOMI (1968-1986), régime de l'amortissement dégressif dans les mêmes conditions que les entreprises hôtelières (1968), situation fiscale de la société Davum exportation (1968-1969), situation de la S.A société immobilière de construction du Pas-de-Calais (SICOP) au regard des dispositions transitoires de l'article 28-VI de la loi n°63-254 du 15 mars 1963 (1961-1969), sociétés de gestion foncière (1968), participation des salariés au fruits de l'expansion (1968-1968), projet de statut de la société SICOMI coop. (1969-1971), situation fiscale d'un institut d'enseignement de Yoga (1969), application des dispositions de l'article 39 B du CGI aux sociétés de production de film (1969), provision pour reconstitution de gisements (1969), vérification de la S.A Novatome (1981) : notes, courriers, documentation.

1966-1986

B-0070426/2

Conséquences du décès d'un associé dans le cas d'une société en nom collectif (1974), régime fiscal des rançons versées par une société pour obtenir la libération de l'un de ses administrateurs (1974-1978), régime fiscal des entreprises dont les personnels sont rémunérés au pourboire (1967-1978), donation sur avance d'un fonds de commerce avec constitution d'une rente viagère au profit du donateur (1980-1981), régime fiscal applicable aux avances consenties par les actionnaires à une société (1980), régime fiscal des biens spoliés à l'actif d'une entreprise (1980-1981), incidence de la dépréciation de la valeur des licences de transport et de location (1979-1981),

conditions d'octroi des allègements fiscaux aux adhérents des centres de gestion agréés (1980), prix de revient d'un immeuble (1977, 1982-1984), déductibilité des frais imposés à l'occasion de l'activité exercée au sein d'un syndicat professionnel (1969, 1983-1984), déduction des primes d'assurances garantissant le paiement des frais fixes d'exploitation en cas d'empêchement du chef d'entreprise (1982), créances douteuses et impayées (1982) : notes, correspondance, documentation.

1969-1984

B-0070429/1

Calcul de l'amortissement. - Demandes de solution : notes (1970-1982) ; courriers. Documentation, projet d'arrêté sur l'amortissement des matériels économisant des matières premières : notes, courriers, projets de textes, circulaires (1977-1978) ; projet d'instruction : notes, projets de textes, instruction 4 D-1-81(1978-1981).

1970-1982

B-0070429/2

Nationalisations, conséquences fiscales. - Sociétés Rhône Poulenc et Suez : notes (1981-1982) ; avant projet : notes (1981) ; projet d'articles : notes, fiches (1981) ; comptes rendus des réunions interministérielles (1982) ; presse : articles (1981) ; aspects fiscaux : notes (1981) ; régime fiscal des obligations remises en échange des actions Matra : notes, courriers, message du Conseil d'Etat, note d'information destinée aux salariés (1981-1982).

1981-1982

B-0070435/2

Redressements concernant les amortissements pratiqués sur les navires (1971), déductibilité des primes d'assurances versées pour couvrir la perte de frais généraux résultant de l'incapacité temporaire d'un chef d'entreprise (1979), portée de l'instruction du 18 novembre 1972 au regard des émissions d'obligations convertibles en actions (1972-1974), difficulté d'application de la législation fiscale résultant du mode de détermination du prix de journée des établissements hospitaliers à but lucratif (1975), utilisations de "nominees" canadiens par des actionnaires non résidents pour le dépôt au Canada d'actions du Crédit foncier Franco-canadien (1971-1976), régime fiscal des dépenses exposées pour la création d'un programme d'enseignement (1977-1978), régime fiscal des intérêts intercalaires au prêt consentis pour la réalisation d'investissement (1974-1978), société en sommeil qui reprend son activité (1979), report de la provision pour dépréciation constatée sur certains titres cotés (1975), transmission de biens devant être remis sans indemnité à l'autorité concédante (1978-1980), caractère commerciale de l'activité consistant en la réalisation de stages de formation croisière (1980-1981), taxation de l'indemnité de sinistre (1980), régime fiscal du fonds de garantie du CEPME (1964 ; 1982-1983), régime fiscal des clauses d'indexation (1981-1983) : notes, courriers, documentation.

1964-1984

B-0070436/1

Amortissement. - Demandes de solution : notes, correspondance. Questions écrites (1965-1980) : notes, documentation.

1958-1989

B-0070436/3

Régime fiscal, demandes de solution. - Caractère fiscal d'un projet de contrat soumis aux personnes désireuses d'arrêter de leur vivant les conditions de leurs obsèques (1973-1975) : correspondance. Subventions du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (1970-1975) : correspondance, notes, règlements n° 17/64, 729/70 et directive n°72/160/CEE du 17 avril 1972. Prime d'incitation à la création d'emploi (1976-1977) : correspondance notes. Prime régionale à la création d'entreprises

industrielles (1955 ; 1976-1979) : notes, correspondance. Primes à l'artisanat (1977-1979) : correspondance, questionnaire. Relevé du conseil restreint relatif à l'emploi dans l'artisanat, sociétés anonymes immobilières d'économie mixte gérées par la société centrale immobilière de la caisse des dépôts (SCIC) (1977-1979) : correspondance, notes. Subventions attribuées à un certain nombre d'entreprises à la suite d'inondations survenues en Haute-Loire et dans certains départements limitrophes (1980) : correspondance. Régime fiscal du salaire du conjoint de l'exploitant lorsque le régime matrimonial des époux est celui de la participation aux acquêts prévus aux articles 1569 et suivants du code civil (1965-1981) : notes, documentation. Prime de fin de contrat de gérance versée en application des accords interprofessionnels aux locataires gérants de station-service (1979-1981) : correspondance, notes. Caractère imposable de l'avantage accordé à un salarié sous forme d'un prêt sans intérêt (1988) : notes, correspondance.

1955-1988

B-0070441/2

Régime fiscal applicable à des cessions, détermination de la valeur vénale (1980) ; ventes judiciaires, assiette des droits (1979) ; régime fiscale des sociétés coopératives, prise de participation dans une société commerciale exploitant un supermarché (1965-1966) ; régime fiscal du fonds de recherche créé par le syndicat national des médecins des hôpitaux publics (1979-1980) ; application du régime des sociétés mères aux sociétés ayant consenti des apports à des groupements d'emprunts professionnels bien que leur participation soit inférieure à 10% du capital (1965-1979) : notes, courriers.

1965-1980

B-0070442/2

Impôt sur les sociétés, option pour le régime simplifié (1970) ; bail à construction rémunéré pour partie par la remise d'immeubles (1971) ; évaluation des stocks dans le commerce de la réparation, du garage, de l'entretien et du ravitaillement de l'automobile (1972) ; problèmes posés par le montage d'une opération de crédit-bail destinée à financer la vente d'avions de type mercure à l'exportation (1971-1974) ; comptabilisation par les banques des revenus et plus-values sur obligations cotées, méthode pied de coupon (1973-1974) ; rétroactivité fiscale des fusions de sociétés (1974) ; régime des sociétés mères, appréciation du pourcentage de participation dans le cas d'une société qui a racheté une partie de ses propres actions (1975) ; aide fiscale à l'investissement, cas des installations téléphoniques (1975) ; aide fiscale à l'investissement, cas de la société BERI à Hyères (1976-1977) ; centres de gestion agréés, compléments aux précédents instructions du 16 février 1976 et 31 mars 1977 (1977) ; projet de modification des textes relatifs à la redevance sur la construction des locaux industriels et des bureaux en Île-de-France (1980) ; sociétés de participations constituées entre une entreprise de transport et des chauffeurs (1978-1981) ; financement des investissements français à l'étranger (1980) : notes, documentation.

1970-1980

B-0070444/1

Provisions, demandes de solution. - Economats du centre (1964-1965) ; comité central des armateurs de France (1974-1975) ; comité central de la laine (1976-1980) ; projet d'analyse d'arrêts du Conseil d'Etat (1975-1976) ; société générale d'ingénierie (1976) ; banque Baud (1976) ; comité fiscal de la mission d'organisation administrative (1977-1981) ; société fiduciaire (1977) ; sort de la provision pour fluctuation des cours en cas de mise en gérance libre d'un fonds de commerce (1978) ; provision pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen terme réalisés par les établissements de banque ou de crédit pour les financements de ventes ou travaux à l'étranger (1982) : notes, courriers.

1964-1982

B-0070446/2

Syndicat intercommunal d'aménagement touristique de la rive sud du lac de Guerléan (Morbihan) (1979) : notes, rapport. Entente interdépartementale Rhône-Isère pour la restauration de mosaïques (1982) : notes. Service industriel de l'armement de l'Etat (1979-1982) : notes. Situation des sociétés de courses (1967-1982) : notes documentation. Régime fiscal des associations et des sociétés d'économie mixte (SEM) de football professionnel (1982) : notes, courriers. Orphelinat des chemins de fer français et des territoires d'outre-mer (1982-1983) : notes, statut et règlement intérieur, rapport.

1965-1982

B-0070447/1

Avantages fiscaux consentis aux organismes d'HLM (1960-1983) ; situation fiscale de l'Institut Pasteur (1965-1973) ; situation fiscale de la régie Usine d'électricité de Metz (1982) ; situation du Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (1963-1971) ; centre de gestion agréés (1971-1980), provision spéciale pour dépréciation des stocks d'ouvrages à commercialisation lente et difficile (1978-1982) ; actualisation de l'accord de 1942 signé avec les professionnels de l'édition (1979-1980) ; armement de navires (1959-1978) ; importation des pertes d'un groupement d'intérêt économique (1984) ; régime fiscal des moniteurs de ski et des écoles de ski (1982) : notes, documentation.

1959-1984

B-0070447/2

Disparités entre les commerçants fleuristes et les producteurs qui vendent directement leurs produits (1970), comptabilisation et amortissement des toiles de platine pour catalyseur (1972), point de savoir si les activités d'un contribuables constituent l'exercice d'une profession libérale (1973-1974), sort des subventions d'équipement de la société absorbée en cas de fusion (1964-1973), régime fiscal des subventions d'équipement versées par l'Etat ou les collectivités publiques (1973), transferts indirects à l'étranger entre sociétés dépendantes (1973), régime fiscal des cotisations versées au titre du régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse des pharmaciens (1975), propositions tendant à exclure du bénéfice des dispositions de l'article 39 bis du CGI les publicités hebdomadaires qui ne sont pas consacrées pour une large part à l'information politique (1976), incidences fiscales de la liquidation de la filiale argentine de la société anonyme des automobiles Citroën (1979), situation des gardiennes d'enfants agréés (1975), donation d'un fonds de commerce réalisés sous le bénéfice des dispositions de l'article 41 du CGI (1977), subventions d'équipement complémentaires allouées à l'armement naval (1981), statut social des locataires-gérants de stations-service (1981), régime fiscal des abandons de créances assortis d'une clause de retour à meilleur fortune (1980-1981), pris en compte des pertes réalisées par les filiales étrangères (1980-1981), abandon de créances aux sociétés Fagot et Alina (1981-1985), affectation des éléments d'actif dont l'acquisition peut constituer un emploi valable des sommes déduites ou prélevées sur le bénéfices en application de l'article 39 bis modifié du 29 décembre 1976 et relative au caractère strictement nécessaires à l'exploitation du journal des éléments en cause (1980-1981) : notes, correspondance.

1960-1983

B-0070448/4

Exonération des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité (1964) ; cession de valeurs mobilières entre personnes morales ou personnes morales et personnes physiques (1959-1964) ; convention d'assurance assujetties à la TVA (1976-1980) : notes, documentation.

1959-1980

B-0070449/1

Convois funéraires, contrats anticipés : correspondance, notes.

1970-1978

B-0070449/2

Augmentation des coefficients de l'amortissement dégressif des matériels destinés à économiser l'énergie. - Article 59 de la loi de finances pour 1977, projet d'arrêté : notes, instructions.

1976-1977

B-0070449/4

Conséquences fiscales des nouvelles prescription en matière d'immatriculation de véhicules appartenant à une société de fait (1971) : notes, documentation . Instruction relative à l'évaluation des titres de participation (article 2 de la loi n°73-1128 du 21 décembre 1973) (1975) : notes, texte. Régime fiscal des sommes versées par des personnes physiques ou des sociétés à titre de rançon (1976) : notes. Frais engagé par les commerçants et les artisans du fait des fonctions qu'ils exercent au sein des organismes syndicaux de leur profession (1969 ; 1977) : notes. Projet de note au BODGI sur le régime complémentaire facultatif d'assurance vieillesse des industriels et commerçants (ORGANIC) (1978) : notes, texte. Non déductibilité des frais de restaurant (1976-1978) : notes. Projet de loi relatif à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (1977-1978) : notes. Régime fiscal des cotisations versées aux organismes professionnels d'opération de restructuration (1979-1980) : notes. Préparation du VIIIe plan (1980) : notes. Comptes et gestion de la Société générale pour les exercices 1974 à 1976 (1978-1982) : rapport, notes. Application du relevé de décisions du comité interministériel relatif à la chute de l'artisanat (1980) : notes. Régime fiscal relatif à la garantie de ressources applicable aux handicapés non salariés de l'industrie (1980-1981) : notes. Situation fiscale des prostituées et des proxénètes (1975-1981) : notes, documentation. Impôt sur les grandes fortunes, cas du propriétaire d'un fonds de commerce qui donne celui-ci en location-gérance à la société dans laquelle il détient une participation constituant son outil de travail (1982-1983) : notes. Traitement fiscal de la reprise d'entreprises en difficultés pour un prix symbolique (1988) : notes.

1965-1988